

Service Animaux et Environnement
190 Avenue du Père Soulas
CS 87377
34184 Montpellier Cedex 4

Montpellier, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Régie Syndicale ABATTOIR de PEZENAS

26 avenue Camille Guerin
34120 Pézenas

Références : DDPP34 2024 00594
Code AIOT : 0053400929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement Régie Syndicale de l'Abattoir de Pézenas implanté 26 avenue Camille Guerin - 34120 Pézenas. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objectif, entre autres, de vérifier si les prescriptions édictées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° du 2022-03-DRLP-0173 du 11 mars 2022 ont bien été mises en œuvre. L'inspection s'effectue également dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Régie Syndicale de l'Abattoir de Pézenas
- 26 avenue Camille Guerin - 34120 Pézenas
- Code AIOT : 0053400929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir de Pézenas est implanté sur la commune de Pézenas depuis 1968. Il compte 30 employés. L'abattoir est constitué de chaînes pour l'abattage et le traitement des bovins, des ovins et des porcs. La production de carcasses est de 2600 tonnes en 2023 contre 3200 tonnes en 2022.

Le site fonctionne 5 jours sur 7. L'abattage et le traitement des carcasses sont réalisés le matin entre 6h et 13h. L'abattoir est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2210 (abattage d'animaux) et autorisé par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1987 (AP 87-I-3588). L'arrêté ministériel du 30/04/2014 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » s'applique également au site.

Le site possède une chaudière à gaz (820 kW => non classé pour la rubrique 2910) et deux groupes frigorifiques TRANE avec des fluides de type HFO (HydroFluoro-Oléfines - R1234ze) d'une capacité totale de fluide de 200 kg (2X100 kg - non classé pour la rubrique 1185). Il n'y a plus de tour aéroréfrigérante et d'utilisation d'ammoniac.

L'établissement a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n° du 2022-03-DRLP-0173 du 11 mars 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Stockage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	3 mois
9	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
10	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	3 mois
11	Traitement et rejets des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	3 mois
12	Dispositions particulières à la pollution de l'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28 et 33	Demande d'action corrective	1 mois
13	Epandage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 31	Demande d'action corrective	3 mois
15	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4	Sans objet
2	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	Levée de mise en demeure
3	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7	Sans objet
4	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10	Levée de mise en demeure
5	Etapas de l'abattage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15	Sans objet
6	Stockage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 > II.	Levée de mise en demeure
8	Traitement des déchets et sous-produits animaux.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29	Sans objet
14	Equipements	Arrêté Ministériel du 30/04/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendie	article 10	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités à l'origine de la mise en demeure du 11 mars 2022 ont pour la plupart étaient corrigées. Toutefois certaines de celles-ci persistent notamment l'étude préalable à l'épandage, la procédure d'entretien des canalisations et l'identification des regards. Certaines zones du réseau de canalisations n'ont pas fait l'objet d'une réfection. La consommation en eau est supérieure à 6 litres/kg de carcasse. La fréquence d'analyse des effluents et les analytes recherchés ne sont pas en concordance avec la réglementation. Des dépassements des seuils de pollution sont constatés sur certaines analyses effectuées sur les effluents avant rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
Constats : Des portails automatiques avec digicode sont présents à l'entrée de l'installation. L'ensemble de l'installation est clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Abords
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement ...).
Constats : L'établissement est situé en zone industrielle et est relativement bien intégré dans le paysage. Les abords sont bien entretenus et bien rangés. Les matériels stockés et inutilisés sur les abords du site ont été évacués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.
Constats : Un fiche récapitulant les personnes ayant une connaissance de la conduite de l'installation a été présentée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.
Constats : Hall d'abattage et chambres froides : Le sas-hygiène a fait l'objet d'une réfection complète avec l'installation notamment d'un nouveau lave-bottes à déclenchement automatique. Le plafond et les murs de certaines chambres froides ont fait l'objet d'un habillage avec des panneaux PVC. Le plafond et les murs du local triperie ont fait l'objet d'un habillage avec des panneaux PVC. Les briques du plafond ne sont plus apparentes. Globalement les différentes zones de l'abattoir sont relativement propres. Toutefois des moisissures importantes sont visibles au niveau du plafond d'une des chambres froides de stockage des carcasses. Local technique : Le local technique a été rangé et désencombré. Stockage cuirs : Le point d'eau du bâtiment dédié au stockage du cuir a fait l'objet d'une réfection. Abattoir sanitaire : Aucun équipement de nettoyage et de désinfection n'est présent dans l'abattoir sanitaire. Atelier de maintenance : L'atelier de maintenance a été rangé et désencombré.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Etapes de l'abattage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Etapes de l'abattage.
Prescription contrôlée : L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.
Constats : Les plans des différents réseaux d'eau (usées, pluviale, potable, forage) ont été mis à jour et présentés le jour de l'inspection. Il apparaît que l'aire de lavage des bétailières est connectée au réseau des eaux usées dirigées vers la station de pré-traitement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.
Constats : Local technique : Des bacs de rétention sont présents sous les produits dangereux stockés dans le local technique. Station de pré-traitement : Des bacs de rétention sont présents sous les produits dangereux stockés au niveau de la station de pré-traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Stockage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Sous-produits animaux
Prescription contrôlée : Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux. Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir. L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin

de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

Constats :

Zone nettoyage des bacs C1 et C3 : Les canalisations de l'aire bétonnée dédiée au lavage des bacs de sous-produits animaux sont reliées à la station de pré-traitement. L'aire dédiée est bien utilisée, le jour de l'inspection, pour le nettoyage de ces bacs. Lors de l'inspection, aucun résidu de sous-produits n'est constatée sur l'aire goudronnée adjacente qui est reliée au réseau pluvial.

Fumière : Les fumiers sont récupérés dans une fumière couverte. Les jus sont récupérés et envoyés vers la station de pré-traitement.

Les matières stercoraires sont évacuées par des trémies d'alimentation et un canon pneumatique Ermetal et stockées dans une benne non couverte de 5m3.

Local sous-produits : Les locaux de stockage des sous-produits sont bien entretenus. Aucune odeur inhabituelle n'est constatée. Les bacs C1 et les bacs C3 sont stockés dans des locaux dédiés.

A l'abattoir, chaque bac de sous-produits est identifié :

- Par localisation : les bacs sont stockés dans des chambres froides dédiées.
- Par un code couleur : un rouge/orangé pour les sous-produits de catégorie C1 et un bac blanc ou vert pour les sous-produits de catégorie C3, qui sont identifiés selon la catégorie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Traitement des déchets et sous-produits animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets et sous-produits animaux.

Prescription contrôlée :

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux.

Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

Les sous-produits de catégorie 3 sont destinés à la société SOLEVAL (47520 Le Passage d'Agen) => Agrément au règlement (CE) SPAN 1069/2009 - n° 47201068.

Les sous-produits de catégorie 1 sont destinés à la société ATEMAX (47520 Le Passage d'Agen) => Agrément au règlement (CE) SPAN 1069/2009 - n° 47201001.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prélèvement et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau.

Prescription contrôlée :

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.

Constats :

La consommation annuelle d'eau de ville en lien avec la production de carcasses est de 21 246 m³ en 2023 (16 804 m³ en 2022). Le ratio obtenu est supérieur aux valeurs de consommation d'eau maximum fixés par l'arrêté ministériel relatif à la rubrique ICPE 2210 qui prévoit 6 litres d'eau/kg de carcasses => 7,54 litres/kg en 2023 contre 4,87 litres/kg en 2022. Si l'on ajoute la consommation d'eau du forage utilisée pour le nettoyage des stabulations et des bétailières (4487m³), le ratio est de 9,13 litres/kg.

Il convient de mettre en place des techniques, des équipements, des procédures et un fonctionnement permettant de réduire la consommation en eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents.

Prescription contrôlée :

Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Une inspection des réseaux d'eaux usées par caméra a été effectuée entre avril et juin 2022 par la société ACCES Réseau. Des anomalies ont été identifiées sur le réseau.

Suite à cette inspection, des travaux de réfection des canalisations ont été réalisés en juillet 2022 par l'entreprise T.P.S.O pour un montant de 37 890 € TTC. Notamment, les canalisations des eaux pluviales et des eaux usées au niveau de l'inter-stabulation ont été reprises, étanchéifiées et séparées. Le raccordement de cette zone vers le réseau d'eaux usées a fait l'objet d'une réfection.

Des travaux ont également été effectués pour protéger le pourtour du forage en juillet 2022.

L'aire de déchargement des animaux qui était dégradée a fait l'objet d'une réfection.

Les zones dégradées du bitume (effondrement par endroit, trou sur la chaussée) ont fait l'objet d'une réfection.

Toutefois, des zones indiquées lors de l'inspection caméra comme présentant des fissures circulaires, des zones peu étanches, des flaches, des zones de vide et des obstacles dans les réseaux non pas fait l'objet de travaux.

Ils convient d'effectuer une analyse précise de l'inspection caméra réalisée en 2022 afin d'identifier toutes les zones devant faire l'objet d'une réparation et de mettre en œuvre celle-ci.

Les plans des différents réseaux d'eau (usées, pluviale, potable, forage), ont été mis à jour et

présentés le jour de l'inspection. Il apparaît que l'aire de lavage des bétailières est connectée au réseau des eaux usées.

Les regards des canalisations ne sont toujours pas clairement identifiés.

Il n'y a pas de procédure d'entretien préventifs périodiques des canalisations. Un prestataire extérieur intervient en cas de canalisation bouchée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents.

Prescription contrôlée :

L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduelles qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

Constats :

La station de prétraitement est équipée d'un dégrilleur avec un entrefer de 20 mm. Cette première grille ayant un entrefer de 20 mm ne peut pas faire office de premier dégrillage au sens du règlement européen 1069/2009. Le tamis à 750 microns en fin de process de prétraitement joue ce rôle. Les refus du dégrilleur et du tamiseur sont traités en sous-produits animaux de catégorie C1.

L'étude de la société SAPOVAL de 2022 a été présentée. Cette étude portait sur le diagnostic de la filière épuratoire de l'abattoir et présentait des préconisations techniques.

Les eaux usées sont collectées en différents points du site pour être acheminées vers une filière de pré-traitement comprenant, un dégrilleur vertical automatique d'entrefer 20 mm installé en 12/2010 (dégrilleur automatique Flygt type FJ), un poste de relevage équipé de 2 pompes dilacératrices de 40m3/h chacune et un tamis rotatif type SRA de maille 750 microns. Les effluents ainsi pré-traités sont rejetés au réseau communal pour être traités par la station d'épuration intercommunale sous couvert d'une convention de rejet signé le 22/03/2021 pour une

durée de 5 ans (Suez Eau et communauté d'agglomérations de St Thibéry). Le dispositif de pré-traitement est abrité des intempéries.

Les effluents arrivent à la station par une fosse carrée enterrée dans laquelle est positionnée le dégrilleur vertical automatique d'entrefer 20 mm. La remontée des déchets s'effectue par temporisation (30 minutes toutes les 3 heures sauf la nuit) vers une benne de collecte de sous-produits de catégorie 1. Les effluents dégrillés passent par une sous-verse dans le poste de relevage qui est équipé de deux pompes dilacératrices de 40m³/h chacune et de deux poires de niveau (haut et bas). Les pompes sont uniquement commandées par les deux poires de niveau.

D'après l'étude sus-visé, il conviendrait d'adapter la fréquence de fonctionnement du dégrilleur (a minima 30 minutes toutes les 1h30 et à réguler selon la production) et d'installer une sonde de niveau en plus des poires pour optimiser et sécuriser le fonctionnement des pompes. Ces adaptations pourraient permettre de diminuer la DCO, DBO5, MES et MES des rejets.

En sortie du poste de relevage les effluents sont transférés vers un tamis rotatif de maille 750 microns. Le tamis fonctionne lorsque la pompe de relevage est en marche. A l'arrêt de celle-ci, le tamiseur subit un cycle de nettoyage à l'eau chaude durant quelques minutes (présence d'un cumulus à proximité du tamiseur). Les eaux tamisées sont évacuées vers le point de rejet au réseau. Les refus de tamisage sont évacués vers une benne à sous-produits animaux de catégorie 1.

Le jour de l'inspection, il n'a pas été observé un retrait manuel des grilles de protection du siphon au sol par les opérateurs. **Toutefois, il convient d'être vigilant sur la récupération des matières solides en production qui peuvent être à l'origine d'arrivées massives de pollution à la station de prétraitement et de privilégier l'utilisation de pelles et de raclettes. Une meilleure récupération pourrait permettre de diminuer la DCO, DBO5, MES et N des rejets.**

Le sang est récupéré par une vanne aspiration vers une cuve de 10 000 litres équipée d'une pompe à vider.

Il conviendrait de mettre en place a minima certaines des solutions proposées dans l'étude de la société SAPOVAL en 2022, à savoir les solutions A, B, D, E, I et J pour faire diminuer la charge polluante des rejets, notamment :

- une meilleure récupération des matières solides dans l'abattoir.
- une meilleure récupération du sang au niveau de l'abattage.
- la mise en place de sonde de niveau dans le poste de relevage.
- l'augmentation de la fréquence de fonctionnement du dégrilleur.
- la réalisation d'autocontrôles réguliers sur les paramètres de pollution.
- Le contrôle des appareils de mesure en sortie de traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Dispositions particulières à la pollution de l'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28 et 33

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions particulières à la pollution de l'eau.

Prescription contrôlée :

Article 28 : En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent :

- les modalités de raccordement ;
- les valeurs limites avant raccordement ; Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).

Article 33: L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO5 et MES est conforme à celle indiquée en annexe III. La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3.

Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total. Lorsque l'installation possède ses propres dispositifs d'épuration et lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées ci-dessous, une mesure journalière est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.

Azote total : 50 kg/j.

Phosphore total : 15 kg/j.

Une mesure journalière est réalisée sur les hydrocarbures totaux si le seuil de 10kg/j est dépassé.

Lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

	« Fréquence	Seuil de flux
Cuivre et composés (en Cu)	Mensuelle	500 g/j
	Trimestrielle(2)	200 g/j
Zinc et composés (en Zn)	Mensuelle	500 g/j
	Trimestrielle(2)	200 g/j
Autre substance dangereuse visée à l'annexe I paragraphe 4	Mensuelle	100 g/j
	Trimestrielle(2)	20 g/j
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'annexe I paragraphe 4	Mensuelle	5 g/j
	Trimestrielle(2)	2 g/j »

Constats :

Des analyses sur les effluents après traitement sont réalisées une fois par trimestre ce qui n'est pas en concordance avec les fréquences prévues à l'article 33 et à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 30/04/04.

Le cuivre, le zinc, les hydrocarbures totaux et les autres substances dangereuses ne font pas l'objet d'une recherche. Le flux pour ces éléments n'a pas fait l'objet d'un calcul pour connaître leur contribution nette et la fréquence d'analyse de ces analytes (article 33 de l'arrêté du 30/04/04).

Le débit des rejets d'effluents doit faire l'objet d'une mesure quotidienne (annexe III de l'arrêté du 30/04/04), ce qui n'est pas le cas actuellement.

Sur les résultats des bilans « pollution » sur 24 h des effluents effectués en 2022 et 2023 (12 analyses), il est constaté que pour certains paramètres, les concentrations en sortie dépassent régulièrement les seuils de rejet imposés (4/12 en DCO, 4/12 en DBO5, 4/12 en MES, 2/12 en Azote Kjeldhal).

A contrario, le seuil de coefficient de pollution défini dans la convention de rejet des effluents dans le réseau public d'assainissement collectif (CP<2) n'a pas été dépassé en moyenne depuis fin 2019, n'a pas été dépassé en moyenne en 2022 et n'a pas été dépassé en moyenne en 2023.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Epandage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage.
Prescription contrôlée : Les épandages font l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répondent aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1998 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : Les matières stercoraires et le fumier sont épandus sur des parcelles d'un viticulteur à Florensac. Un registre d'épandage a été présenté mais celui-ci ne permet pas d'assurer la traçabilité entre les dates et les quantités cédées, les parcelles réellement épandues et la nature des matières épandues. Une analyse de valeur agronomique de 10/2022 d'une matière appelée « compost » sur le rapport d'essai a été présentée. Aucune étude préalable à l'épandage des matières stercoraires et du fumier n'a été établie. La responsable qualité a informé l'inspection le 29/03/2024 que l'abattoir avait pris contact avec un bureau d'étude pour effectuer cette expertise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Equipements incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.
Constats : Les 11 extincteurs présents sur le site ont fait l'objet d'un contrôle le 03/04/2024 par la société SIMIE. Les extincteurs sont jugés sur le rapport de visite en « bon état ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse
Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté. Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

Constats :

Il n'y a pas de relevé hebdomadaire des prélèvements d'eau ou quotidien si le débit prélevé est susceptible de dépasser les 100 m³/jour.

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ne sont pas toutes mises en pratique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours